



MOTION D'ALERTE INTERSYNDICALE POUR LA DEFENSE DE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL, DE NOS EMPLOIS, DE NOS MISSIONS, DE NOS STATUTS

Le 6 octobre nos sections syndicales ont décidé unanimement de boycotter le Comité technique local. Les deux points inscrits à l'ordre du jour par la direction, ne l'étaient qu'à titre purement informatif.

En effet avant ce CTL, la direction avait déjà transmis aux services les instructions pour l'application Clic'ESI et la pénalisation de la transmission en retard des arrêts-maladie. Aucune discussion n'était donc plus possible sur ces sujets entre la direction et les représentants syndicaux.

Nous refusons que le CTL devienne une simple chambre d'enregistrement des décisions prises unilatéralement par la direction. Un CTL se doit d'être un lieu d'échange entre l'administration et les organisations syndicales.

Nos représentants nationaux au Comité Technique de Réseau ont fait le même constat le 28 septembre 2015 et ont décidé de quitter immédiatement la séance. Dans l'attente de l'audience demandée auprès du Ministre, ils ont appelé à suspendre toute participation des syndicats aux Comités Techniques et aux Groupes de Travail.

La situation est en effet bien trop grave :

- Dans tous les services, les effets des suppressions et vacances d'emplois et des restructurations tous azimuts se font sentir cruellement ;
- Se profile la réforme territoriale et avec elle la mobilité géographique ou fonctionnelle forcée remettant en cause nos statuts particuliers. Il est question maintenant, dans notre département, d'une organisation en quatre territoires autour des villes « chef de file » Antony, Nanterre, Meudon et Argenteuil (95). Le réseau des trésoreries serait rapidement vidé de sa substance et soumis à une concentration accélérée. C'est ce qui s'est produit avec la Recette des Finances devenue selon la direction « une coquille vide » vouée à la disparition dès 2016.
- Nos conditions de travail ne cessent de se dégrader. De combien d'heures les collègues devront-ils encore se faire écrêter pour palier les effectifs manquants ? Combien de collègues encore vont-ils devoir venir travailler dans l'appréhension sous la pression de la charge de travail croissante ?

Et tout ce que trouve à faire la Direction générale c'est de mettre en cause les règles de mutation et d'affectation obtenues lors de la fusion, alors que s'annoncent de nouvelles suppressions d'emplois en 2016 (plus de 2500 aux Finances).

Cela ne peut plus continuer ! Il faut mettre un coup d'arrêt à cette politique de démantèlement de la DGFIP et de dégradation des conditions de travail.

Seule la mobilisation la plus large dans l'unité jusqu'à la grève pourra faire reculer la Direction générale et faire aboutir nos revendications :

- **Arrêt des suppressions d'emplois et pourvoi des postes vacants (il manquait 75 B et 20 C au 1^{er} septembre).**
- **Arrêt des restructurations (dans le 92 en 2016, sont prévues la fusion des SIE à Boulogne, des PRS sur Nanterre, des fusions de caisses à Suresnes et Colombes après Issy et la fermeture de la Recette des Finances).**
- **Maintien du réseau et de toutes nos missions. Aucune fermeture d'implantation ou service.**
- **Aucune atteinte aux règles de gestion ni aux statuts particuliers.**

À tous les niveaux il faut aller dans cette voie.

Dans les Yvelines, les agents ont interpellé le ministre lors de son passage.

Dans l'Essonne, après un premier rassemblement de 120 collègues lors du CTL le 9 juillet, l'intersyndicale départementale a appelé les agents à se rendre à la Direction générale le 15 octobre pour obtenir le comblement immédiat des dizaines de postes vacants.

Les collègues de l'Essonne n'ont-ils pas raison ? La question ne se pose t-elle pas d'aller tous ensemble à Bercy faire entendre nos revendications ?

Les sections syndicales CGT , SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES , FO et CFDT des HAUTS-DE-SEINE organiseront des tournées de sites et d'HMI pour aller débattre avec l'ensemble des collègues. L'intersyndicale vous invite également à signer massivement cette motion d'alerte qui sera adressée au Directeur Départemental et au Directeur Général.

TOUS ENSEMBLE CONSTRUONS LA MOBILISATION !!!

